

l'art des JARDINS

Madame la Ministre de la Culture
3, rue de Valois
75001 Paris

Marly-le-roi, le 5 février 2018

Madame la Ministre,

Je vous prie de trouver ci-joint un exemplaire du magazine *L'Art des Jardins et du Paysage* que nous avons fondé en 2009, afin que vous puissiez considérer sereinement le rôle que vous souhaitez jouer dans la destruction annoncée de notre œuvre et des emplois qui y sont associés.

Ce magazine est, comme des centaines d'autres dont vous ne soupçonnez peut-être pas l'existence, l'outil culturel de prédilection d'une petite communauté de passionnés.

Ce n'est pas une obscénité ; ce n'est pas la production de boutiquiers en mal de copie.

C'est un journal d'opinion et un magazine culturel tout à la fois, où la qualité de l'information et la rigueur de sa mise en valeur sont des priorités. C'est une œuvre de l'esprit portée par des années de travail et de financement personnels, par l'attention portée aux vivants, au patrimoine et à l'art des jardins dans toute ses acceptions contemporaines.

Il semble que vous assumiez, comme argumentaires d'une réforme de la loi sur la distribution de la presse, les inepties proférées par Mme Benbunan à la Commission de la Culture du Sénat à l'appui de son plan de sauvegarde de Presstalis. Nonobstant tous les recours que mes confrères et moi tentons, avec d'autres acteurs du métier, de porter à l'encontre de la désinformation et des objectifs mortifères des puissants intérêts à l'œuvre, le but de ce courrier est de vous donner une claire conscience que le plan envisagé signifiera la mort définitive du journal que vous tenez en main, la cessation définitive de notre entreprise et le licenciement de quelques emplois subalternes comme rédacteurs en chef, pigistes, directrice artistique, secrétaire de rédaction...

Surtout, je ne voudrais pas que vous soyez la victime mal informée d'un subterfuge, l'alliée bienveillante d'un projet mensonger. Je souhaite que vous puissiez assumer la nécessaire réforme de la distribution de la presse comme un grand œuvre, au bénéfice de l'intérêt commun des éditeurs et des marchands de presse, qui n'est pas celui des multinationales.

Les informations qui sont les nôtres nous portent hélas à douter que ce soit le cas, car nous ne sommes d'évidence ni écoutés, ni entendus.

Le destin de ce journal est dans vos mains. Qu'en ferez-vous ?

Avec tout mon respect,

Philippe LOISON
Editeur de presse